

Un père de famille qui touche \$4,000 par année gagne l'équivalent des allocations d'assistance sociale. Et si les assistés sociaux devaient payer des impôts, ce serait le comble du ridicule. Lorsqu'on taxe quelqu'un qui a un revenu inférieur à \$5,000, on taxe les besoins essentiels d'une famille. Et même si le gouvernement est très fort actuellement, à cause de sa majorité, je ne pense pas que ce soit une raison suffisante pour qu'il se permette d'enlever jusqu'au dernier cent à la population canadienne.

Lorsque, dans le budget de 1971-1972, nous comparons le montant de \$558,300,000 versé en allocations familiales au montant de \$1,994,685,000 consacré au service de la dette, nous trouvons là, je pense, suffisamment de raisons pour nous convaincre que le gouvernement actuel n'est pas du tout le reflet du gouvernement démocratique qui devait suivre la prise du pouvoir par le parti libéral. Le gouvernement actuel, par sa façon d'agir, est en train de prouver que son administration n'est pas du tout conforme à la volonté populaire.

Le ministre qui est censé être responsable de la présentation de ce bill n'est pas le seul responsable de tout ce qui arrive, car il existe au-dessus des gouvernements un organisme qui n'a pas de nom, mais qui compte des hommes très influents et qui se fait servir par les vieux partis politiques.

Que le gouvernement soit bleu ou rouge, c'est toujours la même administration, dictée par des hauts fonctionnaires qui sont là pour exécuter les volontés des grands financiers. Les crises de toutes sortes s'alignent. On trouve les mots pour les classer, on leur donne même des noms comme aux ouragans: crise monétaire, crise d'octobre, crise de chômage, crise syndicaliste. On réussit à cataloguer toutes ces crises, mais de trouver le moyen de les prévenir, il n'est pas question. Le gouvernement nourrit toujours une publicité continue relative aux pauvres; le nombre des pauvres augmente, mais il n'est pas question de changement d'aucune sorte.

Monsieur le président, justement parce que je ne suis venu ici pour protéger aucun trust, parce que ce qui m'intéresse d'abord c'est le bien-être de mes électeurs, je me permets de présenter l'amendement suivant. Je propose, appuyé par l'honorable député de Shefford (M. Rondeau):

Que la motion principale soit amendée, en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant les mots «dans six mois de ce jour» à la fin de la question.

**M. René Matte (Champlain):** Monsieur le président, il est facile de régler des problèmes immédiats à coups de palliatifs instantanés que l'on peut appliquer en tout temps. Le gouvernement, qui devait réaliser la «société juste», s'empresse donc, au tout début de son mandat, d'augmenter les impôts avec une surtaxe de 3 p. 100.

La nouvelle administration, encore sous le souffle de la «trudeaumanie», avait déjà augmenté les impôts de 2 p. 100, affublant cette nouvelle augmentation de taxes d'une prétentieuse appellation; ça devient la taxe dite «de progrès social».

Ironie du sort. Jamais le Canada n'a-t-il connu de si sombres années! Le chômage, le déclin social et l'anarchie ont semblé répondre à cette arrogance à peine voilée. Le citoyen est de plus en plus conscient que l'on ne peut continuer indéfiniment à imposer, taxer et surtaxer, sans atteindre, à un moment donné, un point de non retour, un point fatidique qui amènera le règne de l'anarchie et de

la dictature. Il arrive trop souvent—et l'on n'aurait jamais dû tolérer cela—que des projets temporaires finissent par être permanents. C'est l'application du principe: Créons un précédent, faisons une loi temporaire; elle deviendra de toute façon définitive.

• (8.20 p.m.)

Nous, du Québec en particulier, avons drôlement subi dans le passé les conséquences néfastes de ces ententes temporaires qui deviennent subséquemment permanentes. Que de droits essentiels le Québec a-t-il perdus temporairement et qui sont à l'origine des brûlants conflits constitutionnels d'aujourd'hui! Que de promesses de retour à la normale, sitôt la situation tragique contrôlée! En un mot, monsieur le président, que de malhonnêtetés, tout au moins intellectuelles, afin d'appauvrir davantage le contribuable canadien!

Nous ne pourrions peut-être pas parler ainsi si nous n'avions d'autres solutions à proposer que ces éternelles augmentations de taxes. Mes collègues ont eu l'occasion d'analyser scientifiquement et de réfuter méthodiquement les prétentions du ministre des Finances (M. Benson).

On me permettra de souligner, à ma façon, les inconvénients de ce système économique désuet, qui oblige toute la population à suivre les hauts et les bas d'une économie chancelante contrôlée par le bon vouloir intermittent de la haute finance. Si, encore, l'action du gouvernement réussissait à ramener un certain ordre économique, si elle réussissait à améliorer le bien-être de tous, et si, enfin, elle réussissait à équilibrer, une fois pour toutes, les finances du pays, nous n'insisterions pas tant pour le retrait de ce projet de loi. Mais Dieu sait comment personne ne se comprend dans ce dédale fiscal. On administre à l'aveuglette, au jour le jour. Il manque tant d'argent: peu importe que cela provienne d'une mauvaise administration ou d'un mauvais système, on puise dans l'arsenal inépuisable des taxes pour combattre quoi que ce soit.

Pourtant, les moyens que nous suggérons mériteraient tout au moins un sérieux essai. Que l'on cesse d'appauvrir tout le monde par cette saignée abominable de l'intérêt que nous éparpillons à tout vent, le vent nord-sud étant surtout fort efficace dans les circonstances.

Pourquoi s'entêter et persister à demander à des banquiers chevronnés la permission d'émettre du crédit social? Pourquoi rembourser deux, trois, quatre et même cinq fois la valeur du capital? Pourquoi galvauder ainsi le véritable pouvoir, celui du peuple, le pouvoir monétaire que le peuple lui-même pourrait exercer par l'intermédiaire de sa banque, la Banque du Canada?

Pourquoi ne pas accepter les prêts sans intérêt? Pourquoi ne pas diminuer par tous les moyens le fardeau des taxes évitant toute extravagance?

Monsieur le président, nous voudrions bien que le gouvernement réussisse à assainir notre économie. Nous voudrions l'aider à ce faire. Nous voudrions de tout cœur que l'on puisse enfin respirer d'aise dans cet immense pays dont les richesses inouïes ne contribuent pas suffisamment au bien-être de tous et de chacun. Nous voudrions tellement qu'enfin, chaque Canadien se sente véritablement responsable, et qu'après avoir acquis son plein épanouissement à tout point de vue, il puisse contribuer à